



# Les Elections Universitaires

14 et 15 février 1990.

Devant la dégradation accentuée de nos conditions de vie et de formation, les étudiants, en lien avec les IATOSS et les enseignants, avaient engagé des luttes dans de très nombreuses facs autour des crédits d'urgence. Au bout de ce mouvement, des acquis d'importance ont été obtenus, notamment là où les actions ont été les plus massives : un restau-U et 20 salles de TD à Tolbiac 400 heures supplémentaires à Toulouse, 7 millions de francs à Bordeaux, 1200 m2 de locaux à Aix. **Pour Paris** : Déblocage pour toutes les facs d'heures complémentaires. Promesse de transformation des antennes en universités pour 1995.

**Plan d'urgence pour la rentrée 90** : 200000 m2 de locaux, 600 postes d'enseignants, 500 millions de francs.

Cependant, le gouvernement n'a rien concédé sur nos principales revendications relatives à des crédits d'urgence pour finir l'année 89-90. De fait les problèmes de fond de l'université vont se poser avec la même acuité.

**EXAMENS** : Vue l'exiguïté des locaux de la fac de Nanterre, se sera encore une fois l'anarchie dans le calendrier de nos partiels. La semaine de révision, légale, ne pourra être assurée. Enfin, gare aux partiels dans des amphis surchargés ! Une fois ces menaces surmontées, resterons les saquages, revivifiés en ces temps d'affluence.

**LE SECOND SEMESTRE** : Avec le recommencement de nouveaux enseignements vont renaître les problèmes connus à la rentrée de septembre. Le libre choix des inscriptions pédagogiques, la constitution des groupes de TD, les enseignants affectés, etc.

**LE VERSEMENT DU PREMIER TRIMESTRE DES BOURSES** : Au bout de quatre mois, il serait temps !

A partir de ces exemples, reviennent avec force nos revendications principales de l'automne : des crédits d'urgence, des locaux, des enseignants, des IATOSS.

La génération sacrifiée vous salut bien, Mr le Ministre !

Le dernier Conseil des Ministres ( 10/01/90 ) semble donner des premiers éléments de réponse pourtant. 200 000 m2 de locaux, 600 postes d'enseignants, 500 millions de francs supplémentaires. C'est bien.

Face à un gouvernement qui, fin décembre encore, refusait toute nouvelle rallonge budgétaire, c'est une démonstration que les mouvements convergents IATOSS, étudiants, enseignants ont eu des répercussions.

C'est largement insuffisant.

En ne considérant que les effectifs actuels, c'est 25 à 30 milliards qu'il nous faudrait. C'est bien donc d'un réel réengagement de l'Etat dont il est question, tant en matière de formation que d'aide sociale. C'est une loi de programmation, établissant des choix de développement de la société dont nous avons besoin ( l'Éducation et non le surarmement); pas d'un simple "plan d'urgence".

Etre 2 millions d'étudiants vers l'an 2000 nécessite enseignement supérieur à caractère de service public et national, que ce soit au niveau des responsabilités financières ou bien au niveau des orientations générales. C'est à ces conditions que le caractère national de nos diplômes, l'accès de tous à l'université, la reconnaissance de nos qualifications seront garantis.

Ces enjeux se retrouvent intégralement dans notre fac. Notre attitude face à tous les problèmes que nous allons rencontrer jusqu'à la fin de l'année et qui remettent en question la poursuite de nos études sera déterminante. Refuser la sélection, réagir immédiatement devant tout obstacle, se rassembler dans l'unité; en voila quelques éléments. Poursuivre donc, sous les formes les plus diverses, les actions engagées au mois de novembre 89.

A ce titre, mesurons l'impact des décisions prises par le Conseil d'Administration de Paris-X, son rôle dans la journée du 07/12/89. Il s'avère déterminant quelquefois dans le rapport de force et/ou les négociations engagées avec le gouvernement. Au moment où les élections vont intervenir pour renouvellement (mi février), ce rappel n'est pas inutile. Il montre l'importance de notre participation, des plates formes mises en concurrence.

Pour notre part, à l'AGEN-UNEF, nous nous inscrivons résolument dans la continuité des revendications émises dans les luttes de l'automne et des premiers acquis ainsi obtenus.